

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Écologie (France) > Énergie nucléaire (France) > **A lire : « L'insécurité nucléaire : bientôt un Tchernobyl en France ? »**

# **A lire : « L'insécurité nucléaire : bientôt un Tchernobyl en France ? »**

jeudi 18 mai 2006, par [Sortir du nucléaire](#) (Date de rédaction antérieure : 17 mai 2006).

Sommaire

- [Résumé](#)
- [En savoir plus](#)
- [Sommaire du livre](#)

**Par Stéphane Lhomme, porte-parole du Réseau « Sortir du nucléaire ».**

**Livre de 250 pages (Editions Yves Michel).**

**Unité : 18 euros (port compris).**

**A commander à : Réseau "Sortir du nucléaire" 9, rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04.**

**Chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire".**

En savoir plus : [tchernobyl.en.france.free.fr](http://tchernobyl.en.france.free.fr)

## **Résumé :**

Vieillissant et soumis à d'importantes restrictions budgétaires, le parc nucléaire pourrait sous peu causer un véritable « Tchernobyl français ». L'auteur fait un tour d'horizon complet et référencé des risques : défaillances diverses, incendies, séismes, négligences, transports, terrorisme, prolifération...

Les accidents nucléaires passés et de nombreux incidents récents sont décrits, à l'appui d'extraits de documents officiels dont certains sont classés confidentiels ou secret défense.

Avant que le débat annoncé n'ait lieu, le gouvernement français a déjà pris ses décisions, tentant d'imposer ses choix, toujours par la force. De nouveaux réacteurs sont annoncés alors que les déchets radioactifs restent sans solution.

Une passionnante enquête montre comment le lobby atomique et celui de l'agriculture productiviste nous préparent à survivre en zones contaminées en cas de catastrophe nucléaire.

Des « stratégies de survie » sont discrètement étudiées et déjà même expérimentées en France.

Alors qu'elle impose un risque maximal, l'industrie nucléaire n'a en réalité sur la planète qu'une place marginale et déclinante : l'auteur montre qu'elle est de fait incapable de répondre à la crise énergétique et climatique, contrairement aux économies d'énergies et aux énergies renouvelables qui représentent la seule alternative d'avenir.

## **En savoir plus :**

Les nombreux reportages consacrés aux 20 ans de Tchernobyl ont clairement montré, malgré les tentatives de diversion des tenants de l'atome, que les conséquences de cette catastrophe étaient dramatiques et, pour des siècles encore, en constante aggravation.

La question se pose donc de façon d'autant plus cruciale : un « Tchernobyl français » est-il possible ? Hélas, de nombreux indices laissent à penser qu'un tel désastre pourrait bien se produire. Certes, à la différence des réacteurs RBMK (de type Tchernobyl), les réacteurs français sont recouverts d'une grosse cloche de béton, l'enceinte de confinement, censée empêcher un nuage radioactif de s'échapper. Mais divers scénarios peuvent amener, en situation accidentelle, à la rupture de cette enceinte, comme cela a d'ailleurs failli être le cas en 1979 aux USA, à la centrale de Three miles island.

Dangereux par nature, comme toute installation nucléaire, les réacteurs français le sont de plus en plus car ils sont vieillissants. Les plus anciens, ceux de Fessenheim (Haut-Rhin) et Bugey (Ain), approchent des 30 ans. Or EDF, sans même attendre l'accord de l'Autorité de sûreté nucléaire (qui n'a d'autorité que dans son nom), a d'ores et déjà décidé de porter à 40 ans la durée de vie de ses réacteurs.

Qui plus est, les dirigeants d'EDF ont mis en œuvre depuis 2002 un processus de restrictions budgétaires drastiques dans les centrales nucléaires. Le Réseau « Sortir du nucléaire » est entré en possession d'un document interne à EDF qui décrit les mesures mises en œuvre : annulation massive d'embauches pourtant prévues, économies sur les dépenses de logistique, frais généraux et maintenance. Mais aussi d'inquiétante consignes telles que « Le coefficient de disponibilité et le coefficient d'utilisation des centrales nucléaires doivent être les plus élevés possibles ».

Autre problème majeur en France, contrairement à une idée reçue : le risque sismique. A nouveau, le Réseau « Sortir du nucléaire » s'est procuré des documents internes à EDF qui montrent que ses chiffres concernant ce risque sont très gravement contestés par l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) qui dépend de l'Etat. Les documents montrent clairement qu'EDF se refuse pour des raisons purement financières à mettre en œuvre les mesures nécessaires, et a mis en place une action de lobbying pour contraindre l'Autorité de sûreté à écarter les travaux de l'IRSN.

Extraits :

- « Il faut mobiliser stratégiquement au dessus des experts pour lever la contrainte »
- « Une communication de haut niveau vers l'ASN est requise »
- « Des actions de lobbying ou contrefeu (autres experts) sont-elles possibles ? »
- « Il faut trouver une échappatoire à cette menace »

Précision utile : pour EDF, la « menace » est celle de devoir financer des travaux. Le choix de la rentabilité au détriment de la sûreté est clairement établi.

Pire : des informations complémentaires ont permis de montrer que les ingénieurs d'EDF se sont « arrangés » avec les données sismiques : en réduisant d'office « les intensités épicentrales de la plupart des séismes de référence » ou en redessinant les zones sismiques afin d'éviter la prise en compte de certains séismes historiques. Tremblons... en espérant que la Terre ne s'y mettent pas aussi.

Par ailleurs, des erreurs graves de conception ont été commises à la construction des centrales : lors de la tempête de décembre 1999, la centrale nucléaire du Blayais (Gironde) a été gravement inondée et a frôlé le pire : pourtant, les spécialistes d'EDF avaient assuré que les digues de la centrale ne pouvaient être surpassées. Un rapport parlementaire publié en avril 2000 précise : « Cette erreur de

conception, la plate-forme sur laquelle a été remblayée la centrale n'a pas été érigée suffisamment haut, n'est pas propre à la centrale du Blayais. La plate-forme de l'îlot nucléaire est calée au-dessous de la cote majorée de sécurité (CMS) pour les sites de Belleville, Chinon, Dampierre, Gravelines, le Blayais et Saint-Laurent ; En outre les sites de Fessenheim et de Tricastin sont implantés à proximité d'un canal dont la ligne d'eau est supérieure à la cote de leur plate-forme. » [1]. Et pourtant, personne n'envisage d'arrêter ces centrales...

Autre risque grave, l'incendie et, là encore, EDF est gravement à découvert. Ainsi, L'ASN a mené à Chinon une inspection « géante » du 7 au 11 mars 2005. Le compte-rendu [2], daté du 19 mai 2005, est explicite : « Cette inspection de revue a été programmée par l'ASN à l'issue d'insuffisances constatées lors de trois inspections sur le thème de l'incendie réalisées au cours des douze derniers mois (...) Des efforts restent à fournir en terme de rigueur de gestion du risque incendie et d'identification des problèmes affectant le matériel (...) Comme sur la plupart des autres centrales nucléaires, les équipes locales d'intervention doivent améliorer leurs pratiques pour arriver au niveau d'exigence de l'Autorité de sûreté nucléaire, compte tenu des enjeux liés au risque incendie ». Edifiant.

Ceci dit, et contrairement à ce que l'on pourrait croire, si un désastre nucléaire se produit, les citoyens ordinaires en souffriront bien plus que l'industrie de l'atome. Celle-ci s'est soigneusement préparée au pire et a fait évoluer ses méthodes : il ne s'agira plus de tenter de cacher l'accident, mais d'en nier les véritables conséquences et d'imposer l'idée que, somme toute, les populations peuvent continuer à vivre tranquillement dans les zones contaminées. Pour arriver à de telles conclusions, le lobby nucléaire français, appuyé par le lobby de l'agriculture productiviste, a organisé la manipulation des données de la seule « expérience » réelle : Tchernobyl. Ainsi, plusieurs programmes (Ethos, Core, Sage, Farming) sont mis en œuvre depuis plusieurs années pour cacher les véritables conséquences de la catastrophe du 26 avril 1986, et pour en faire de même en cas de drame atomique en France.

Par ailleurs, le gouvernement a signé le 8 septembre 2003 le décret n° 2003-865 [3], « portant création du comité interministériel aux crises nucléaires ou radiologiques », qui donne des pouvoirs exceptionnels au secrétaire général de la défense nationale, « en cas d'accident (...) ou d'attentat ou de menace d'attentat ayant ou pouvant avoir des conséquences nucléaires ou radiologiques ». L'armée mettra hors d'état de « nuire » les citoyens qui voudraient informer la population de la réalité du danger...

Enfin, tout a été prévu pour assurer la protection des intérêts économiques, aux dépens de ceux des populations. Le 12 février 2004, les gouvernements des pays de l'OCDE ont révisé les Conventions de Paris et de Bruxelles sur les dédommagements en cas de catastrophe nucléaire [4]. Le montant des compensations a certes été substantiellement augmenté, mais ce sont les valeurs industrielles et patrimoniales qui seront protégées, dédommagées, remboursées. Et ce sera avec l'argent public, l'argent de tous les citoyens, y compris de celles et ceux qui seront victimes, contaminés, irradiés. Début avril 2006, dans la plus grande discrétion, les parlementaires français ont ratifié ces textes...

En résumé, il est légitime de craindre un nouveau Tchernobyl quelque part dans le monde, et tout particulièrement en France. Les autorités et les entreprises de l'atome semblent clairement s'y préparer : il est vari qu'elles sont les mieux placées pour le voir arriver. Mais tout n'est pas perdu : de part le monde, des millions de citoyens exigent qu'une chance soit laissée à la planète et aux générations futures. Il apparaît de plus en plus évident qu'il faut à la fois faire disparaître le nucléaire et lutter contre le réchauffement climatique. Des solutions existent : développer à grande échelle les économies d'énergie - principalement dans les pays riches - et les énergies renouvelables, partout sur la planète. Utopique ? Au contraire, c'est le seul choix réaliste, la seule voie d'avenir.

Avant un nouveau Tchernobyl. Vite.

[1] <http://www.assemblee-nationale.fr/rap-oecst/r2331/r2331-1.asp>

[2] [http://www.asn.gouv.fr/Actualite/lids/maj/2005-21/INS\\_2005\\_EDFCHB004.pdf](http://www.asn.gouv.fr/Actualite/lids/maj/2005-21/INS_2005_EDFCHB004.pdf)

[3] <http://admi.net/jo/20030910/PRMX0306819D.html>

[4] <http://www.nea.fr/html/general/press/2004/2004-01f.html>

## **Sommaire du livre**

### **L'insécurité nucléaire : bientôt un Tchernobyl en France ?**

#### *Partie 1 - L'insécurité nucléaire*

##### Chapitre 1 - Pressions sur les centrales nucléaires

Centrales nucléaires sous perfusion

Pression financière sur les centrales

Inquiétude chez les salariés du nucléaire

##### Chapitre 2 - Des systèmes qui ne tournent pas rond

Lâchez-nous la grappe

Enceintes de confinement : ça fuit

Les cuves des réacteurs

Les circuits de « recirculation »

Recirculation : l'EPR concerné

Recirculation : bis !

##### Chapitre 3 - Des risques mal maîtrisés

Le risque foudre

Inondation

Tsunami

Criticité

##### Chapitre 4 - Le risque incendie

Réévaluation

Directives

Les Pieds nickelés de Nogent

Tricastin : sûreté illusoire

Chinon : pas mieux

Chinon (bis) : les grands moyens

Saint-Alban ne s'alarme pas...

Cadarache : « Y'a pas l'feu à la piscine »

Bugey dans la course à l'insécurité

Sommeil paisible

##### Chapitre 5 - Centrales nucléaires et risque sismique

Brutale révélation

34 réacteurs défaillants

Réévaluation

EDF contre l'IRSN  
Nouveau scoop  
Des « bidouillages » grossiers  
Nouvelle réévaluation du risque sismique

Chapitre 6 - Le facteur humain  
Recopiage de procédures erronées  
Redémarrage injustifié  
Drogue, alcool  
La malveillance  
Coups de folie  
La saga du bore  
Boremètres indisponibles  
Indisponibilité d'un système d'appoint en Bore  
Injection intempestive d'eau non-borée  
Inaction  
Confusions

Chapitre 7 - Nucléaire : des contrôles défaillants  
En France : une « autorité » autoproclamée et impuissante  
La « non-autorité » de sûreté  
La fausse « mise en demeure » de la centrale nucléaire de Dampierre  
Confusion des genres  
A l'étranger aussi, la sûreté nucléaire laisse à désirer  
Japon  
Belgique  
Aux USA : Indian Point

## *Partie 2 - Folie humaine et nucléaire*

Chapitre 8 - Cadarache : menace sur la Provence  
Un site monstrueux  
Etranges tranchées  
Une zone très sismique  
Risque sismique... toléré jusqu'en 2015  
Rapsodie : un peu de poésie...  
Pégase : loin du mythe

Chapitre 9 - Prises de risque  
Le feuilleton de l'ATPU  
Phénix : le danger renaît de ses cendres  
Superphénix : le « superdanger » renaît de ses cendres  
Mobilisations  
Répression : un mort. Fin (provisoire) de partie  
Superfiasco  
La recherche échoue à sauver Superphénix  
Le danger renaît (encore) de ses cendres

Chapitre 10 - Les transports nucléaires et les déchets radioactifs  
Transports nucléaires : un sport national  
Avricourt, le drame  
Les ballades de l'uranium

Les déchets nucléaires se promènent  
Enfouir les déchets nucléaires : un crime contre le futur  
L' « évacuation » de déchets nucléaires dans l'océan  
Polémiques sur les déchets  
Mox : un danger accru  
Transports nucléaires : quels flux ?  
Transports nucléaires : quels dangers ?  
Action terroriste : c'est hélas possible  
Des transports nucléaires par avion  
L'affaire du Plutonium américain

Chapitre 11 - Terrorisme, censure et EPR  
Invasion à Penly : EDF s'indigne  
Aux USA aussi  
Crash suicide : le risque maximal  
La Hague : 67 fois Tchernobyl  
La sûreté nucléaire dans le brouillard  
EPR : un document explosif  
Les parlementaires votent l'EPR  
Débat public... et censure  
A l'Elysée  
Etrange rétention...  
Conclusion : ne pas subir face aux terroristes

Chapitre 12 - La prolifération nucléaire  
Des bombes atomiques légales et illégales  
Un deal suicidaire  
Trois clandestins, et de nombreux candidats  
La France nucléaire, Saddam Hussein, et Khomeiny  
Prolifération au plus haut niveau  
Un processus incontrôlable ?  
Un indécent prix Nobel de la Paix  
Nucléaire civil et militaire, nucléaire « civilitaire »

### *Partie 3 - Tchernobyl et compagnie*

Chapitre 13 - Incidents et accidents nucléaires en France  
Saint-Laurent-des-Eaux : danger récurrent  
Une nuit en enfer à Cadarache  
Civaux, 12 mai 1998  
Décembre 1999 : à deux doigts de Tchernobyl...Blaye  
Tchernobyl à Blaye ?  
Terreurs rétrospectives et dangers persistants

Chapitre 14 - Incidents et accidents nucléaires à l'étranger  
Paks : le nucléaire français frappe en Hongrie  
Espagne : le danger Vandellòs  
Japon : Tokaïmura  
Grande Bretagne : 1957, drame à Windscale  
Colère irlandaise  
Accident de l'usine Thorp en 2005  
USA : Davis Besse à 9 mm de la catastrophe

Retour sur Three Mile Island  
URSS : le précédent Kychtym  
Combien d'accidents nucléaires en URSS / Russie ?

Chapitre 15- Tchernobyl  
Catastrophe nucléaire... ou soviétique ?  
La faute à... l'erreur humaine  
Le 26 avril 1986, à Tchernobyl  
Les liquidateurs  
Un million de sacrifiés ?  
Populations contaminées

Chapitre 16 - L'après Tchernobyl  
ou « Comment vivre heureux en zone contaminée »  
Le CEPN : émanation puissante et discrète du lobby nucléaire français  
Qui est à l'origine des projets Ethos et Core ?  
Des alliés précieux et puissants  
Qui finance les programmes Ethos et Core ?  
La « malbouffe radioactive » : bon appétit  
Youri Bandazhevski : un chercheur gênant  
Corruption  
Le nucléaire français collabore avec la dictature Biélorusse  
Comment cacher la vérité sur Tchernobyl  
Une curieuse « société civile »...  
La malbouffe radioactive (bis)  
Entraînement pour un Tchernobyl en France  
Société nucléaire, société policière... et militaire  
Le laboratoire Criirad-Bandazhevsky

Chapitre 17 - Le nuage de Tchernobyl en France : un mensonge d'Etat  
Un mensonge venu de loin  
Sinistre chronologie  
Pellerin : un rempart pour les vrais responsables  
La marche vers la vérité  
Du tangage dans le lobby de l'atome  
La justice passera-t-elle ?  
Pellerin : « Grand serviteur de l'Etat » ou bouc-émissaire ?  
Protéger le mythe nucléaire français.

Chapitre 18 - Simulations, dédommagements, pastilles d'iode et poudre de perlimpinpin  
PPI, PUI  
Pierrelatte : PUI = plan d'urgence irréel  
Les simulations d'accident  
Les distributions de pastilles d'iode  
Si le pire se produit  
Le verdict accablant de la commission Vrousos  
Dédommagements  
Les Conventions de Paris et de Bruxelles  
Réévaluation en 2004 : un pressentiment ?  
Faire payer les citoyens  
Irradiés mais indemnisés  
Le business post accident nucléaire

Indemnisations virtuelles  
Vérifiez bien votre contrat !

### *Conclusion - Sortir du nucléaire*

Chapitre 19 - Nucléaire, réchauffement climatique, crise de l'énergie

Crise du gaz russe : le nucléaire est-il indispensable ?

Une réponse absurde

Une énergie marginale sur Terre

Le nucléaire... ne revient pas

Le nucléaire... ne reviendra pas

C'est le dérèglement climatique qui s'attaque au nucléaire

Nucléaire : des miracles annoncés, et toujours repoussés

Une fausse indépendance énergétique

La facture nucléaire

Une centralisation absurde

Vive la crise de l'énergie ?

Chapitre 20 - Que faire, comment faire ?

L'efficacité énergétique

Les économies d'énergie

Les énergies renouvelables

Pétrole et nucléaire, même combat

Comment changer la donne ?

Conclusion : agir vite avant un nouveau Tchernobyl

### **A commander :**

A commander à : Réseau "Sortir du nucléaire" 9, rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04.

Chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire".